

ÉCOLE ET PRÉCARITÉ

Des élèves qui arrivent mal nourris à l'école, sans rien dans leur boîte à tartines, et pour lesquels on prépare de la soupe ou des sandwiches. D'autres qui ne sont pas propres, qui portent des vêtements sales et auxquels on propose discrètement une douche et de quoi se changer...

Les témoignages que vous allez lire dans les pages qui suivent illustrent le quotidien d'une série d'écoles qui, bien que ce ne soit pas leur rôle premier, essaient d'intervenir là où elles le peuvent, avec les moyens qui sont les leurs. Il arrive parfois que face à l'impuissance des politiques sociales, l'école soit le révélateur de situations de grande précarité. Nous avons demandé au sociologue François DUBET de nous apporter son éclairage. Il nous indique le rôle que, selon lui, l'école doit jouer.

Nous verrons aussi comment, tout au long de son histoire, l'enseignement catholique a pu appréhender les difficultés sociales, et comment il les prend en compte aujourd'hui encore.

Dans un contexte où « *le tissu social craque de partout* », pour reprendre l'expression d'agents PMS, la Fédération des Centres PMS libres (FCPL) a décidé, il y a deux ans, d'ouvrir un vaste chantier visant à interroger les pratiques de terrain. Objectif : examiner comment, en tant que professionnels, les agents peuvent intervenir dans des situations toujours plus complexes. Bonne lecture ! ■

CONRAD VAN DE WERVE

L'EXPERT

ÉCOLE, REFLET DES DIFFICULTÉS SOCIALES ?

APPROCHE(S)

QUAND MILLE HISTOIRES FONT UN PROJET

VÉCU

TROUVER QUOTIDIENNEMENT DES SOLUTIONS
MON RÔLE EST D'ALLER VERS LES PARENTS

REGARD

FAMILLES PRÉCARISÉES ET ÉCOLE : ENTRE PEUR ET ESPOIR

ACTEUR

PMS : RÉINTERROGER LES PRATIQUES ASSISTANT(E) SOCIAL(E) : UN TRAVAIL D'INTERFACE

REPORTAGE

DES ÉTUDES À L'ARRACHÉ

l'expert

ÉCOLE, REFLET DES DIFFICULTÉS SOCIALES ?

Comment expliquer que dans nos sociétés qui se veulent (généralement) démocratiques et égalitaires, autant de personnes passent encore au travers des mailles du filet social ?

François DUBET : Certaines personnes en grande difficulté ne réclament pas les aides auxquelles elles ont droit. Pourquoi ? Parce que l'accès à ces aides reste très compliqué, notamment à cause de la multiplication des dispositifs existants. Il arrive aussi que les personnes concernées ignorent que ces possibilités existent, ou trouvent que ça a quelque chose d'humiliant d'y accéder. Et quand elles y accèdent, elles sont en même temps accusées de se mettre en état d'assistance, de se laisser porter. Ces attitudes sont assez ambivalentes ! Mais je crois que le cœur du problème reste la question de l'emploi. La situation d'une personne qui survit grâce aux aides sociales n'est pas la même que celle d'une personne qui survit – quelquefois pas tellement mieux – grâce à l'emploi. Le travail vous donne une autonomie, une forme de dignité, et vous permet d'être le responsable de votre vie. Quand vous vivez de l'aide sociale, vous dépendez des autres, vous trichez parfois un peu pour vous en sortir et vous êtes dans une situation beaucoup plus mauvaise, qui a souvent pour conséquence une démoralisation extrêmement profonde.

Mais qu'entend-on exactement par « pauvreté » ? Le niveau de vie de quelqu'un considéré comme pauvre aujourd'hui chez nous (moins de 60% du revenu médian) peut être, en terme de consommation, relativement supérieur à celui d'un travailleur au niveau de revenus minimum d'il y a 25-30 ans. Les primo-arrivants, par exemple, sont en France et en Belgique extrêmement pauvres, mais considérablement plus riches que ce qu'ils étaient auparavant. On constate aussi, par ailleurs, des phénomènes sociologiques de transformation de la pauvreté : un regroupement des pauvres dans certains quartiers qui se « ghettoïsent » progressivement, ou encore la décomposition de la structure familiale, qui plonge de nombreuses familles monoparentales dans de grandes difficultés.

Il faut donc aller au-delà de la seule définition statistique de la pauvreté.

Que peut faire l'école dans tout ça ?

FrD : Évidemment, ces phénomènes de pauvreté existent et sont extrêmement lourds, mais il y a parfois, du côté de la rhétorique scolaire, l'idée que l'école a des problèmes parce que les parents ne sont pas ce qu'ils devraient être car le capitalisme fonctionne mal, et donc l'école n'est responsable de rien ! Pour bien fonctionner, l'école devrait-elle s'adresser à des élèves qui vivent, par ailleurs, dans des conditions acceptables, sinon formidables ?

Ça n'a jamais été le cas. Les enfants de mineurs ou de paysans qui travaillaient à la mine et à la ferme posaient des problèmes à l'école, mais l'école les prenait en charge. Les enfants de primo-migrants, qui sont dans des conditions matérielles vraiment difficiles, dont les parents ne parlent pas la langue, ont d'ordinaire une réussite scolaire plutôt bonne. Actuellement, ceux qui connaissent souvent les plus grandes difficultés en termes de réussite scolaire sont les enfants dont les parents sont des nationaux depuis toujours et qu'on appelle des « cas sociaux », et des enfants d'immigrés des 2^e, 3^e, 4^e générations qui sont pauvres mais n'ont aucun problème de langue ou de maîtrise de la société dans laquelle ils vivent. Mais beaucoup pensent que l'école n'est pas pour eux, et l'école leur renvoie parfois cette croyance.

N'est-ce pas illusoire de demander à l'école d'être égalitaire là où la société ne l'est pas ?

FrD : Il faut bien distinguer deux choses. Bien souvent, les enseignants, individuellement, font le maximum de ce qu'ils peuvent faire, sont dévoués, généreux, ne comptant ni leur temps, ni leur énergie. En revanche, on a le sentiment que le système scolaire, les institutions qui agissent collectivement ont de grandes difficultés. Le monde de l'école – pas forcément celui de tous les enseignants pris isolément – considère au fond, d'emblée, que ces enfants n'ont aucune chance de réussir et anticipe leur échec. Autrement dit, il considère que les succès des élèves s'expliquent par l'école et que leurs



François DUBET, sociologue¹, professeur à l'Université de Bordeaux et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, a souvent traité de la question des difficultés sociales et de leur traduction dans le monde scolaire. Il semblait donc tout indiqué pour nourrir de son expertise le dossier de ce mois.

Quand il évoque ici les situations scolaires ou sociales, il parle essentiellement du cas de la France, qui n'est sans doute pas très différent de celui de la Belgique francophone.

difficultés s'explique par les familles. Mais quand on regarde les enquêtes PISA, on se rend compte que l'ampleur des inégalités scolaires n'est pas l'exact reflet de celle des inégalités sociales.

Certains pays relativement égalitaires, comme le sont la France et la Belgique, ont des inégalités scolaires exceptionnellement élevées, plus élevées que

celles qui reflèteraient simplement les inégalités sociales. Pour dire les choses simplement, un enfant de pauvre, en France, a moins de chance de réussir qu'un enfant de pauvre canadien, pourtant plus pauvre qu'un enfant de pauvre français. Souvent, on l'explique par la pédagogie, l'ambiance de l'établissement et l'extrême difficulté d'établir un dialogue entre les parents et les enseignants. Il n'en reste pas moins qu'on a plus de difficultés scolaires en France ou en Belgique qu'on ne devrait en avoir en fonction des inégalités sociales. Évidemment, l'école reproduit les inégalités sociales dans toutes les sociétés du monde. Nous sommes tous d'accord sur le fait que pour réduire les inégalités scolaires, il faut réduire les inégalités sociales. Cependant, l'école n'est pas simplement le reflet des inégalités sociales, elle joue aussi un rôle dans la manière dont elle traite ces inégalités. Les atténue-t-elle ou les accentue-t-elle ?

La solution serait-elle d'accorder

davantage de moyens aux écoles qui scolarisent les publics les plus défavorisés ? L'encadrement différencié, ça marche ?

FrD : Oui, ça marche ! Il faut donner plus de moyens à ceux qui en ont moins, mais ce qui pose problème, c'est l'usage des moyens. Créer plus de postes d'enseignants et mettre moins d'élèves par classe, cela ne suffit pas. Il faut certainement aussi plus de compétences, plus d'engagement, plus de mobilisation. Si on se contente de dire : je donne quelques euros de plus quand l'élève est pauvre, si ça ne transforme ni le climat de l'établissement, ni les relations aux parents, ni la pédagogie, ni la manière de travailler en équipe, c'est plutôt de l'argent perdu !

Il existe parfois aussi, dans le monde enseignant, une forme d'hostilité, de mépris latent à l'égard des milieux sociaux dont viennent les élèves les plus faibles. Il ne faut pas se le cacher. C'est une croyance très forte, dans

nos systèmes scolaires, qu'il y a des enfants et des familles qui ne sont pas faits pour l'école. Contre cette longue tradition, il existe heureusement de très nombreux exemples d'établissements qui réussissent, et cela doit nous rendre optimistes... mais c'est bien loin d'être la règle. Les familles défavorisées le disent : l'école ne voudrait pas de leurs enfants. Elle ne les accepterait pas comme ils sont. Je ne dis pas du tout que les inégalités sociales ne jouent pas un rôle, mais au fond, le rôle de l'école, c'est de s'occuper des élèves tels qu'ils sont, et pas tels qu'elle pense qu'ils devraient être ! Les générosités individuelles existent, la générosité du système, je n'en suis pas convaincu... ■

INTERVIEW ET TEXTE

MARIE-NOËLLE LOVENFOSSE

1. Il fut l'un des orateurs de l'Université d'été du SeGEC 2009.

2. *Child poverty risks in Belgium, Wallonia, Flanders : accounting for a worrying performance*, 2013.

UN JEUNE WALLON SUR QUATRE EST PAUVRE



C'était en novembre 2013, au Congrès des Économistes.

Les chiffres qu'il avance sont tirés de l'enquête européenne SILC (Statistics on income and living conditions). Selon eux, un jeune Wallon sur quatre vivrait dans une famille qui se situe sous le seuil de pauvreté. Est considéré comme pauvre un ménage dont les revenus sont inférieurs à 60% du revenu moyen de la population. Ces faibles revenus seraient essentiellement dus au chômage des adultes faiblement qualifiés.

Un an auparavant, il tirait déjà le signal d'alarme en expliquant que, pour la première fois dans l'histoire, les jeunes générations courent actuellement un risque plus élevé que leurs aînés de tomber dans la pauvreté. Chez nous, 14,8% des jeunes de 16 à 24 ans courraient le risque de connaître la pauvreté, ce risque atteignant même 18,7% chez les moins de 18 ans, alors qu'il était de 15,3% en 2005.

« **Médiocre** ». C'est ainsi que **Frank Vandenbroucke**, ancien Ministre fédéral des Affaires sociales, actuellement professeur à la

KUL (Faculty of Economics and Business) et à l'Université d'Anvers, a qualifié la performance de la Belgique en matière de lutte contre la pauvreté².

approche(s)

QUAND MILLE HISTOIRES FONT UN PROJET

L'histoire de l'enseignement catholique est longue et originale dans notre pays et s'inscrit dans l'évolution complexe de nos sociétés. Comment ces écoles ont-elles appréhendé les difficultés sociales de leur temps ? Comment peuvent-elles les appréhender aujourd'hui ? Rencontre avec Philippe MOTTEQUIN, ancien directeur diocésain de Namur-Luxembourg, grand connaisseur de l'histoire des écoles de ce diocèse.

T rès souvent, c'est à partir de volontés locales – du curé de la paroisse ou de représentants de la bourgeoisie locale – que naissent les projets. À l'époque, il s'agissait surtout de veiller à la bonne éducation chrétienne des enfants pour les insérer dans une société dont il n'était certes pas question de contester les structures sociales. Les initiateurs de ces projets faisaient appel aux congrégations chrétiennes de manière relativement indifférenciée, sans forcément s'inquiéter du projet des fondateurs.

Philippe MOTTEQUIN évoque le cas de Bertrix où Léontine PIERLOT-GÉRARD, voulant créer une école moyenne pour garçons, tente de convaincre les Frères des écoles chrétiennes d'en prendre la responsabilité. Devant leurs tergiversations, elle n'hésite pas à leur faire comprendre que si une autre congrégation accepte, l'école de Bertrix risque de concurrencer leur collège de Carlsbourg. Manifestement sensibles à l'argument, les Frères viendront bien à Bertrix ! Cette bienfaitrice écrit clairement qu'elle veut rendre les jeunes gens davantage pratiquants et pieux, mais dans un même temps, elle fait preuve d'un pragmatisme certain. Elle demande un frère allemand, « *parce que nos cultivateurs font commerce de bestiaux avec l'Allemagne, et que nous prévoyons de faire des recrues d'élèves parmi la partie allemande de la province* »¹.

À cette époque, beaucoup de ces écoles tenues par des congrégations sont des écoles communales. Mais dans une société encore très chrétienne, l'organisation de l'enseignement fait l'objet de vives tensions entre les tenants d'un enseignement catholique et ceux d'un enseignement laïc organisé par l'État, laissant la formation religieuse aux familles et aux ministres du Culte. On attribue la multiplication des écoles catholiques, à la fin du siècle, à la loi de 1879, dite « de malheur » par les catholiques, qui voulait laïciser l'enseignement public.

JUSTICE SOCIALE

Le contexte économique et industriel de la fin du XIX^e siècle provoque des crises et des mouvements sociaux qui, évidemment, ne manquent pas d'inter-



L'École moyenne artisanale, créée en pleine Guerre mondiale, devenue aujourd'hui IATA.

Photo: IATA

peler le monde catholique. En 1894, l'abbé REYN avait fondé à Seraing la congrégation des Aumôniers du travail, qu'il voulait inscrire dans le prolongement du programme social de l'Église énoncé dans l'encyclique « *Rerum Novarum* ». Dans un premier temps, les Aumôniers organisent des services de formation, de placement, un service juridique, une caisse d'épargne et de secours pour les ouvriers. C'est à eux que le Chanoine CROUSSE fera appel pour créer une école d'enseignement technique à Virton. La congrégation, dont l'œuvre se fonde sur une certaine conception de la justice sociale, se mue alors en ordre enseignant, avec comme mission de former une main-d'œuvre jusque-là peu qualifiée. L'école des Arts et Métiers Pierrard est ainsi la première école des Aumôniers du travail².

Au XX^e siècle, on trouve toujours des initiatives locales originales. C'est un laïc issu de l'Union des classes moyennes chrétiennes qui, en pleine

Seconde Guerre mondiale, mobilise les ressources pour créer une école avec quatre sections : horlogerie, cordonnerie, imprimerie et coupe-confection. La formation des artisans se faisait jusque-là sur le tas sans formation générale, commerciale et comptable. En ces temps de restrictions, cet artisanat s'avérait nécessaire pour l'entretien et la fabrication du matériel indispensable. Avec le soutien de l'évêché et l'aide des Jésuites qui abriteront dans un premier temps l'école, il crée l'École moyenne artisanale, devenue aujourd'hui l'IATA. Une autre motivation guidait les créateurs de l'école : éviter le travail obligatoire en Allemagne pour les jeunes, grâce à la scolarisation³.

Plus tard, dans la Basse-Sambre, c'est après une analyse de l'offre d'enseignement secondaire que l'évêché décide de créer, en 1962, le Collège Saint-André à Auvélais, qui propose à la fois des humanités classiques et un enseignement qualifiant, jusque-là

absent dans cette région de Wallonie pourtant à vocation industrielle⁴. Cette double dimension initiale est un élément central et porteur au cœur du projet de cet établissement.

Après le Pacte scolaire qui consacre la gratuité de l'enseignement, les écoles vont relever le défi de la massification de l'accès à l'enseignement secondaire. À la fin des années 70, les équipes éducatives s'inscriront dans le mouvement général de démocratisation scolaire, avec l'introduction de l'enseignement rénové.

QUE NOUS ENSEIGNE L'HISTOIRE ?

Pour Ph. MOTTEQUIN, chaque école catholique a ses spécificités. Ce qui en fait la richesse, c'est précisément que chacune a son ADN propre grâce aux

volontés diverses qui ont présidé à leur création. On ne mesure plus assez la force de cette dynamique initiale qui a fondé des projets voulant toujours répondre ici et maintenant aux besoins éducatifs d'une société donnée.

C'est cette créativité des équipes éducatives qui a fait l'originalité de l'enseignement catholique. Dans un métier qui se fonde d'abord sur la rencontre de la personnalité de chaque élève dans sa spécificité, c'est cette autonomie dans l'action pédagogique qu'il convient de préserver pour répondre aux difficultés sociales.

Après avoir défendu pendant des décennies la liberté du père de famille, il s'agit aussi aujourd'hui de défendre les espaces de liberté qui permettent aux directions et aux enseignants d'innover pour assurer un enseignement de

qualité pour tous, quelles que soient les difficultés des jeunes. ■

ANNE LEBLANC

1. MOTTEQUIN Ph., ROBINET C., « L'Institut Notre-Dame à Bertrix », dans *Propositions*, bulletin périodique du SeDESS Namur-Luxembourg, mai-juin 2012, pp. 35-48.

2. MOTTEQUIN Ph., « L'école des Arts et Métiers Pierrard à Virton », dans *Histoire des écoles secondaires libres du diocèse de Namur-Luxembourg*, tome 1, juin 2008, pp. 75-82.

3. MOTTEQUIN Ph., « L'Institut des Arts et des Techniques Artisanales, Namur », dans *Propositions*, bulletin périodique du SeDESS Namur-Luxembourg, nov.-déc. 2012, pp. 34-46.

4. MOTTEQUIN Ph., « Les Collèges Saint-André à Auvélais », dans *Propositions*, bulletin périodique du SeDESS Namur-Luxembourg, janvier 2013, pp. 30-38.

vécu

TROUVER QUOTIDIENNEMENT DES SOLUTIONS

■ Marie PETITJEAN, directrice de la CSLG Cousot (école secondaire technique et professionnelle, enseignement qualifiant) à Dinant :

« Nous avons dû mettre en place une politique d'intervention à plusieurs niveaux, car jamais nous n'avons eu aussi peu de mixité de population qu'au cours des cinq dernières années. Nous ne scolarisons pratiquement plus que des enfants vivant dans des conditions précaires.

En 1^{re} année, par le biais du cours de vie quotidienne, le professeur explique, avec un maximum de tact, l'importance d'avoir une bonne hygiène de vie. Quand il remarque que certains élèves sont très démunis, il les prend à part et suggère une aide, sans rien imposer, avec beaucoup de pudeur, pour ne pas gêner l'élève. Le professeur qui s'occupe plus particulièrement du PIA¹ rencontre les jeunes et fait le bilan de leurs difficultés. Qu'elles soient pédagogiques et/ou financières, nous essayons de trouver une solution avec

le PMS, les conseillères en éducation et régularité, le CPAS, les AMO², etc.

Nous avons une caisse de solidarité pour l'achat de manuels scolaires ou de fournitures, et pour offrir des repas. Il nous arrive aussi d'apporter des vêtements ou de la nourriture et de proposer à certains élèves de prendre une douche à l'école, toujours avec la plus grande discrétion. On peut se demander si c'est bien là le rôle de l'école, mais les élèves qui vivent dans la précarité ne sont pas du tout dans les conditions idéales pour être ouverts aux apprentissages ! L'aide que nous leur apportons, si petite soit-elle, contribue à les accrocher à l'école, et donc à les soutenir dans leurs apprentissages. Nous essayons quotidiennement de trouver des solutions, mais sans moyens supplémentaires, on s'essouffle, car toutes les aides supplémentaires apportées par les professeurs se font sur base de volontariat.

Nous n'avons pas la possibilité d'ocrotroyer des heures NTPP pour ce type

de services pourtant devenus plus que nécessaires, étant donné la paupérisation croissante de la population de la région dinantaise.

Nous n'avons malheureusement pas droit à l'encadrement différencié, l'indice économique pris en compte étant celui du quartier d'habitation, et pas uniquement des revenus des parents des élèves scolarisés dans l'établissement.

Mais je voudrais insister sur le fait que nous ne sommes pas une école de relégation ! Nous prenons les élèves tels qu'ils sont, là où ils sont, et nous voulons les amener le plus loin possible, sans baisser notre niveau d'exigence.

Quand ils sentent qu'on a confiance en eux, qu'on les aime, qu'on veut les aider, le déclic se fait et ils s'accrochent. » ■ MNL

1. Plan individuel d'apprentissage
2. Services d'aide en milieu ouvert

vécu

MON RÔLE EST D'ALLER VERS LES PARENTS

■ **Claire HARDY, directrice de l'École fondamentale Saint-Lambert 2 d'Herstal (Liège)¹ :**

« **N**otre école, en encadrement différencié, compte 250 élèves et 20 nationalités différentes, dont beaucoup de primo-arrivants et d'enfants d'immigrés ou du quart-monde belge. Les parents ne connaissent souvent pas (ou peu) la langue française. Ils rencontrent des problèmes de travail, administratifs, de logement, financiers, etc. Nous constatons de nombreuses situations de précarité. Certains enfants ne sont pas propres, viennent avec un pyjama sale sous les vêtements, arrivent sans sous-vêtements.

On explique aux parents qu'il faut mettre un slip, des chaussettes, qu'il faut les laver. On donne discrètement des vêtements, puis on se rend compte qu'ils les mettent une semaine ou deux et qu'ils les jettent, parce qu'ils n'ont pas les moyens de les laver. On prépare de la soupe, des sandwichs, des pâtes pour les enfants qui n'ont rien à manger.

En tant que directrice, mon rôle est d'aller vers les parents, de tisser peu à peu une relation de confiance avec eux, dès la maternelle. Très souvent, ils sont en retrait. Ils ont peur d'être jugés. Il faut aller les chercher, leur expliquer les codes de l'école. Ils sont très soucieux de la réussite de leur enfant.

Ils veulent être sûrs qu'on les fait travailler, pour qu'ils aient un bon diplôme et une vie meilleure que la leur. Quand la confiance est établie, ça rend les choses plus faciles pour les apprentissages. Tous les mercredis, nous organisons les « brins de caissette », pour parler avec les parents de la

santé des enfants, expliquer ce qu'est un jeu de société, etc. On les invite à venir jouer en classe avec les enfants. Nous filmons les apprentissages des élèves de maternelle, et nous projetons le film à la réunion de parents de septembre. Nous leur prêtons des livres.

Heureusement, nous sommes une équipe très soudée, solidaire, et nous pouvons compter sur une série de partenaires : PMS, ONE, Association inter-régionale de guidance et de santé, ludothèque, bibliothèque, mamans-relais, etc. On fait tout ce qu'on peut pour amener le plus loin possible ces enfants qui n'ont pas les mêmes chances que les autres au départ. Nous veillons à les ouvrir à un maximum de choses, à leur offrir des activités et un environnement de qualité.

Nous sommes très fiers de nos élèves. Malgré les conditions dans lesquelles ils vivent, ils se débrouillent vraiment bien. Il ne faut pas stigmatiser les écoles comme la nôtre, même si elles doivent se poser plus de questions et mettre plus de choses en place que les autres pour que ça fonctionne. Nous scolarisons aussi des enfants de cadres, qui nous disent : « On apprécie le dynamisme de l'école, et on vous fait confiance ! » ■ MNL

1. <http://saintlambert2.be/>



Photo : école fond. Saint-Lambert 2 Herstal

regard

FAMILLES PRÉCARISÉES ET ÉCOLE : ENTRE PEUR ET ESPOIR

■ **Dominique VISÉE-LEPORCQ, présidente d'ATD Quart Monde¹ :**

« **L'**expérience de l'école qu'ont les adultes qui vivent dans la grande pauvreté est généralement faible et négative. Certains, d'origine étrangère, n'ont pas connu, ou très peu, l'enseignement dans leur pays d'origine. Ils n'ont aucune référence, ou des références tout à fait différentes de celles de notre système d'enseignement, pour aborder la scolarité de leurs enfants. Si les adultes ayant grandi en Belgique ont tous fréquenté l'école, la plupart n'y ont appris que peu de choses et n'en gardent pas de bons souvenirs. Un grand nombre a été orienté en enseignement spécialisé. Très peu ont fréquenté l'enseignement secondaire ordinaire. Cette expérience entraîne des sentiments de honte, de méfiance et de peur par rapport à l'école.

Ces parents sont souvent inquiets du bien-être et de la sécurité. Ils trouvent difficilement à faire entendre ces préoccupations et perçoivent peu ce que fait l'école. Leur difficulté à comprendre et répondre aux multiples exigences scolaires, le « regard » qu'ils sentent parfois porté sur eux-mêmes et leurs enfants, les multiples « accrocs » qui surgissent dans la classe, dans la relation avec les enseignants, accentuent les difficultés. Mais en même temps, les familles ont une grande attente et beaucoup d'espoir dans l'école. Elles savent que l'avenir de leurs enfants en dépend et aspirent à ce que la scolarité se passe bien pour eux. Elles déploient dans ce but des efforts continus, mais l'école les perçoit et les comprend rarement, parce qu'ils n'aboutissent quand même pas à rendre la scolarité des enfants « normale », à satisfaire aux attentes de tout ordre de l'enseignement. » ■

1. Mouvement international de lutte contre la pauvreté, présent sur tous les continents. Intervention lors de l'Université d'été du SeGEC de 2011.

acteur

PMS : RÉINTERROGER LES PRATIQUES

« **L**e tissu social craque de partout. Nous sommes de plus en plus face à des impasses. » Voilà ce qu'écrit, en 2012, au Bureau de la FCPL (Fédération des Centres psychomédico-sociaux libres), un groupe d'agents PMS, principalement bruxellois. Le constat est sans appel et rejoint une série d'autres témoignages.

Le Bureau décide donc de créer un groupe de travail, avec un double mandat : creuser la question et interpeller l'ensemble des centres PMS libres de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Composé de représentants d'agents PMS de toutes les disciplines (infirmiers, assistants sociaux, psys), de directeurs de PMS, de PO et de la FCPL, le groupe, baptisé SoDéMo (Société Défi Modernité), va se documenter sur la question (notamment sur base d'écrits de François DUBET) et rencontrer une série de témoins privilégiés : Michel DUPUIS (philosophe,

professeur à l'UCL), Didier VRANC-KEN (professeur de sociologie à l'ULg) et Pierre DOYEN (du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté).

« *La question de la précarité est brulante*, explique **Paul MAURISSEN, Secrétaire général adjoint de la FCPL**. *En augmentation constante, elle prend aujourd'hui d'autres formes et touche même des personnes qui ont un travail. En tant que professionnels face à des situations qui deviennent de plus en plus complexes, que fait-on ? Il ne s'agit pas d'ouvrir un bureau des plaintes, mais bien de réfléchir à cette problématique cruciale, en termes positifs, pour comprendre les éléments majeurs de l'évolution constatée, les analyser de manière critique et faire évoluer nos pratiques pour les garder dynamiques et de qualité.* »

Le 24 avril dernier, les 84 centres PMS libres de la FWB, soit 900 personnes,

ont pu participer à une matinée de travail découpée en trois temps : se documenter, débattre et répondre à un questionnaire sur les pratiques, projets ou idées-forces en lien avec la problématique de la précarité. So-DéMo compte bien ne pas en rester là et continuer à travailler la question de manière très concrète.

« *L'école est incontournable pour les enfants des familles précarisées, alors comment les y accueillir ? Il n'est pas question de la transformer en service social, mais il est important de se demander ce qu'on peut faire, sans juger le modèle familial, pour que ces enfants réussissent à l'école. Elle n'est pas le lieu de la résolution de leurs problèmes, mais le lieu de réalisation du défi de les faire réussir !* », conclut P. MAURISSEN. ■ **MNL**

acteur

ASSISTANT(E) SOCIAL(E) : UN TRAVAIL D'INTERFACE

■ **Luc SCHOLLEN, directeur de l'Institut Dominique Pire, établissement à encadrement différencié à Bruxelles (enseignement général et technique de transition et 4^e degré en enseignement professionnel complémentaire) :**

« **L'**assistante sociale (AS) est arrivée à l'école il y a 20 ans, dans un contrat ACS à mi-temps. Il y avait, déjà à l'époque, des problèmes sociaux, familiaux ou de décrochage scolaire, que quelqu'un devait gérer dans un cadre de confidentialité. Vers 1996, suite à la fusion des composantes de l'enseignement secondaire, on s'est retrouvé avec le public du 4^e degré et de nouvelles problématiques : des adultes ayant repris des études avec des soucis de garde d'enfants, de logement, des personnes victimes de violence familiale, des élèves sans revenus ou quasi à la rue... Il a fallu étoffer le volume horaire de l'AS et on est passé à un temps plein, composé de l'ACS et de 12h NTPP.

Il s'agit d'un travail de première ligne. L'AS a une fonction d'information et d'orientation sociale : elle identifie les problématiques et fait ensuite le lien avec des services spécialisés. Elle tient aussi des permanences à l'école. Nos élèves peuvent la consulter pour des questions qui touchent aux soins de santé, au droit, etc. Elle mène un travail d'accompagnement social, en cherchant des aides financières, des services qui peuvent aider... Il y a aussi tout ce qui concerne la médiation sociale. Certaines personnes en difficulté ne sont pas capables de défendre leur dossier. L'AS peut les y aider. Enfin, il y a une dimension de veille sociale et d'information sur notre public. Il est intéressant de traduire ces situations en statistiques, pour savoir quelle en est la fréquence, voir si elles ont un impact sur notre action d'enseignement, ce que l'on peut mettre en place du point de vue du soutien pédagogique... Et l'école se trouve à proximité d'un réseau associatif assez dense. Une plateforme se réunit régulièrement, et notre AS y représente l'école. En interne, elle articule aussi son travail avec celui d'un agent PMS et d'une médiatrice.

L'égalité des chances, c'est l'égalité de l'accès aux chances. Et les problèmes sociaux ne se manifestent pas toujours spontanément. Derrière une situation d'échec, un comportement inadapté, il peut y avoir autre chose. Par ailleurs, il est délicat de considérer ces problèmes dans le cadre d'une relation éducative. Certes, ils ont parfois un impact sur les apprentissages et l'éducation, mais ce n'est pas à moi ou à un enseignant de s'en charger. L'école se trouve en première ligne, mais l'AS effectue un travail d'interface, dans un contexte d'urgence. Après, il faut pouvoir céder le relai. Le rôle de l'école n'est pas de faire de l'encadrement social. L'intervention de l'AS est toujours en lien avec la mission éducative et formatrice de l'école. Il s'agit d'aider un élève dans la mesure où cette action est une stratégie indispensable à son apprentissage ou à son éducation. » ■ **BG**

reportage

DES ÉTUDES À L'ARRACHÉ

Pour Audrey et Romain, jeune couple d'étudiants français de la Haute École Louvain-en-Hainaut (HELHa) de Gosselies, les fins de mois sont parfois difficiles. Entre les frais scolaires ou médicaux, le logement et les déplacements, chaque sou est compté. Mais qu'à cela ne tienne, ces problèmes financiers ne les empêchent pas de garder le cap sur leurs études.

« Les parents d'Audrey n'ont pas beaucoup de moyens, explique Romain, jeune Marseillais de 27 ans inscrit, comme sa compagne, en 2^e Éducateur spécialisé. Dès lors, mes parents et grands-parents assurent les frais liés à nos études, en payant notre loyer et en nous donnant de l'argent de poche. Malgré cela, les fins de mois restent difficiles... »

Arrivés en Belgique voici 4 ans pour suivre leurs études, Audrey et Romain ont bien d'autres préoccupations que leurs examens et travaux à rendre pour les cours. La vie quotidienne prend, en effet, souvent le dessus.

« Par exemple, cette année on a emménagé dans un nouvel appart qu'il a fallu meubler, avec un nouveau matelas, un sommier, un frigo..., raconte Audrey. Et d'autres frais entrent en ligne de compte : une nouvelle imprimante, un ordinateur, de l'encre, une connexion internet... »

« On arrive à s'en sortir tant qu'on n'a pas de frais supplémentaires, ajoute Romain. Malheureusement, c'est le cas quasi tous les mois ! Quand on est malade, on hésite parfois à aller chez le médecin, d'autant plus qu'on a eu des problèmes administratifs avec la mutuelle, vu notre situation à cheval entre la France et la Belgique... »

À L'AIDE !

Compte tenu de leurs difficultés financières, ils ont bien sûr essayé de trouver des aides. Mais rien de plus compliqué, semble-t-il. « Il n'est pas évident de trouver la bonne personne à qui s'adresser, explique Romain. Nous n'avons pas droit à une aide française, vu qu'on étudie en Belgique, ni à une bourse belge, car il faut avoir travaillé ici un certain temps ou avoir un parent qui aurait travaillé dans le pays pendant plusieurs années. Finalement, la seule aide dont nous bénéficions est celle de la Haute École, via son service social, qui nous paie les frais d'inscription et de stages. Cela nous soulage beaucoup. L'année dernière, pendant le stage, nous n'avions déjà plus d'argent à la moitié du mois... À la fin, on devait



Photo: Brigitte GERARD

demandeur 5 EUR par-ci par-là pour réussir à faire le trajet du retour ! »

Dans ces circonstances, il faut aller à l'essentiel, et les loisirs se réduisent à peau de chagrin. « Tout au plus nous octroyons-nous un Pizza Hut de temps en temps, mais c'est tout, constate Romain. On a parfois l'impression de ne rien pouvoir faire. Cela crée un décalage par rapport aux autres et mine parfois le moral. » Audrey déplore aussi ce fossé qui se creuse avec les autres : « On vit en couple, en appartement... Parfois, j'ai l'impression qu'ils ne se rendent pas compte de ce que c'est. Pour nous, donner 10 EUR pour une soirée, c'est beaucoup ! »

PAS NORMAL...

Et est-ce que cette situation financière difficile a un impact sur leurs résultats scolaires ? D'après Romain, ce sont les démarches administratives qui les ralentissent le plus. Et ce ne sont pas tant les soucis financiers qui pèsent à Audrey que la vie quotidienne, avec tout ce qu'elle comporte : les courses, le ménage, la cuisine... Par ailleurs,

pour mettre un peu de beurre dans les épinards, ils doivent travailler pendant les vacances d'été, en l'occurrence dans des camps pour personnes handicapées. « Sinon, d'une manière générale, il est assez difficile de trouver des petits boulots d'étudiant, précise Romain. Là, on a pu postuler à notre endroit de stage, qui embauche des étudiants pour les WE. On croise les doigts ! »

Les deux jeunes font tout pour s'en sortir et attendent la fin de leurs études avec impatience... Ils se disent étonnés du peu d'aide disponible pour les étudiants en difficulté. « C'est pourtant l'âge auquel on en a le plus besoin, remarque Audrey. On devient indépendant mais pas totalement, vu qu'on n'en a pas les moyens. Il faut faire évoluer les choses au niveau de l'accès aux études. Sans la famille de Romain, seule, je n'y arriverais pas. En fait, il faudrait mettre en place une bourse européenne, qui fonctionnerait dans tous les pays ! » ■

BRIGITTE GERARD